

Déclaration de la FSU pour le CTPA du 25 janvier 2011

La FSU ne siègera pas à ce CTPA. Elle tient à marquer par ce refus son attachement à un véritable paritarisme permettant aux élus de la FSU de jouer leur rôle comme représentants de personnels dont les missions doivent être respectées et dont l'expertise doit être entendue, si l'objectif est bien réellement l'amélioration du service public d'éducation, pour tous les jeunes, pas seulement pour les 50% dont le gouvernement estime avoir besoin pour les emplois qualifiés de demain !

Nous refusons de « dialoguer » sur la répartition de moyens en diminution partout, dans les écoles comme dans les collèges, lycées et lp, et dans les services. Nous refusons de cautionner qu'il y ait cette année encore des suppressions d'emplois, alors que la hausse des effectifs d'élèves est durable et significative : moins 120 emplois dans les écoles, auxquels il faut ajouter la suppression des surnombres (moins 400 professeurs des écoles au total), moins 284 postes dans le second degré, moins 19 postes administratifs ! Une telle saignée alors que l'académie doit accueillir 369 élèves de plus dans le premier degré et 1525 dans le second degré.

Alors que l'académie devrait récupérer au moins une partie des moyens qu'elle a perdus depuis 2007 dans le second degré, au prétexte d'une chute démographique (moins 1354 emplois au total), elle est encore plus durement frappée ! Nous dénonçons les conséquences de cette politique de casse de l'école, qui ignore sciemment la réalité des effets des suppressions massives d'emplois sur la réalité des établissements.

Nous disons « non » au calcul des dotations sur ces bases, à l'augmentation des effectifs par classe en école et en collège, au regroupement en Première, grâce au tronc commun de la réforme, de 35 élèves de séries différentes, à un accompagnement qui n'a de « personnalisé » que le nom, à la réduction des TP et dédoublements, à la réduction de l'offre en options.

Nous exigeons un bilan objectif de la situation de l'académie, un bilan qualitatif qui donne la parole aux personnels, une évaluation de ses besoins pour retrouver des conditions correctes d'enseignement de l'école au lycée, avec une offre de formation diversifiée et un nombre de places suffisants pour que tous les jeunes puissent réussir à trouver leur voie de réussite en lycée ou en LP, quelle que soit leur zone géographique et leur catégorie sociale. Ce devrait être la priorité dans le cadre de la réflexion sur le prochain projet académique.

Nous refusons que le CTPA devienne le lieu où se diffusent, en lieu et place d'une discussion ouverte et contradictoire sur l'évolution de l'académie, une propagande et une désinformation vantant les réformes en cours, bien loin de ce que la profession vit au jour le jour sur le terrain :

- les conditions insupportables d'entrée dans le métier des stagiaires

- la réalité de la mise en œuvre de la réforme des lycées (notamment l'escroquerie pédagogique de l'aide personnalisée et la diminution des séances en petits groupes)
- le risque d'échec et de décrochage pour les jeunes les plus fragiles qui auront du mal à suivre en lycée ou LP, du fait de la réforme de la voie technologique et de la voie professionnelle
- le désengagement progressif de l'Etat qui risque d'augmenter le nombre des jeunes quittant prématurément le système éducatif, vers l'impasse de l'apprentissage

Alors que les indicateurs montrent la fragilité des résultats de l'académie, nous refusons des réformes pilotées par les restrictions budgétaires et par le renoncement à l'objectif de mener jusqu'au Bac tous les jeunes, au profit d'une « égalité des chances » qui risque de laisser de côté les enfants des familles les plus modestes.

Nous étions dans la rue samedi 22 janvier, pour une première étape de l'action. La FSU appelle à une nouvelle journée d'action de grève et de manifestations dès le 10 février prochain, pour un autre budget et d'autres réformes. La FSU continue de s'adresser à ses partenaires, organisations syndicales de l'Education et représentants des parents d'élèves, pour réussir l'unité la plus large pour défendre et promouvoir le Service Public d'Education.